

## **La République au contact : gendarmerie, élus locaux et responsabilités politiques**

Le Major Luc Demarconnay, docteur en histoire à la Sorbonne et chercheur affilié à la chaire d'histoire de la Gendarmerie nationale, vient de livrer une analyse aussi rigoureuse qu'utile sur la transformation des violences en France. Son diagnostic est clair : la violence n'est plus seulement un débordement marginal, elle devient pour certains un mode d'expression politique, dans une société que Jérôme Fourquet décrit comme un archipel d'îles qui s'ignorent. Ce constat impose une réponse politique à la hauteur. C'est ce que les Radicaux entendent formuler.

\*

\* \*

Les 2 501 atteintes aux élus recensées en 2024 sont bien réelles et documentées : la banalisation des agressions contre les agents publics, la territorialisation du narcotrafic, l'effacement des corps intermédiaires. La gendarmerie, présente sur 95 % du territoire et au contact de près de la moitié de la population, est en première ligne de ces recompositions. Le « couple maire–commandant de brigade » dont parle le général Bonneau n'est pas une métaphore : c'est la réalité quotidienne d'institutions qui tiennent encore le pays ensemble, souvent là où la présence de l'État s'est progressivement réduite.

Ce que l'analyse de le Docteur Luc Demarconnay met en lumière, c'est que la fragmentation sociale produit directement une crise du lien politique. Et cette crise a des causes que la politique doit assumer : le recul des services publics de proximité, l'affaiblissement des corps intermédiaires, le sentiment d'abandon dans des territoires que les décisions centrales ont trop longtemps ignorés. Quand l'État se retire, il ne laisse pas un vide neutre : il laisse un espace que d'autres occupent.

Les Radicaux respectent profondément la Gendarmerie nationale pour ce qu'elle est : une institution républicaine de territoire, héritière de la maréchaussée, structurée par la loi du 28 Germinal an VI pour être au plus près des populations. Mais une institution, aussi ancrée soit-elle, ne peut compenser seule les effets d'un désengagement politique de long terme.

Léon Bourgeois l'a posé comme principe fondateur du solidarisme : la République n'est pas une abstraction que l'on proclame depuis Paris. Elle est une réalité que l'on construit, quotidiennement, par les services qu'elle

rend, les médiations qu'elle entretient, les territoires qu'elle ne déserte pas.

La réponse à la crise que documente le Docteur Luc Demarconnay est à la fois sécuritaire et politique. Il faut renforcer les moyens de la gendarmerie, en effectifs, en équipements, en continuité de service. Il faut protéger juridiquement et physiquement les élus locaux, premiers représentants de la démocratie sur le terrain. Il faut restaurer les corps intermédiaires que des décennies de centralisation ont progressivement affaiblis.

Mais il faut aussi reconnaître que la sécurité sans la solidarité n'est qu'un ordre fragile. Et un ordre fragile, l'histoire le montre, ne tient pas longtemps.

C'est cette double exigence, présence républicaine sur tous les territoires, solidarité réelle entre l'État et les citoyens, que les Radicaux portent, fidèles à Léon Bourgeois, comme condition première du pacte républicain.

Samuel Roullé  
Secrétaire National  
Parti Radical Valoisien